

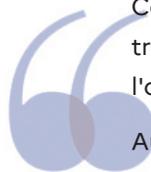


REPÈRES - Mars 2025

Observatoire transfrontalier des professionnels de santé

Infirmiers, aides-soignants et sages-femmes face aux défis transfrontaliers

Préambule



Comme dans d'autres domaines, celui de la santé est confronté aux enjeux des travailleurs transfrontaliers entre la France et la Suisse. Ils engendrent des défis pour l'offre de soins en France et nécessitent des solutions adaptées.

Aussi, la compréhension approfondie des dynamiques démographiques des professionnels de santé dans l'ensemble du bassin franco-genevois et vaudois est-elle indispensable.

Les études que produit l'Observatoire transfrontalier des professionnels de santé sont des outils précieux pour mieux appréhender les enjeux liés aux professionnels de santé. Il présente aujourd'hui sa quatrième publication. Relancé à l'issue de la crise du COVID par une publication en mars 2024, l'Observatoire se donne dorénavant comme objectif de proposer une publication tous les deux ans.

Ces travaux statistiques collaboratifs sont également à approfondir. Si des données concernant les sages-femmes sont d'ores-et-déjà intégrées, il est envisagé d'élargir le champ d'investigation au canton de Vaud d'une part et aux personnels paramédicaux qui n'exercent pas en établissement de santé, d'autre part. Enfin, pour une meilleure connaissance des parcours professionnels entre la France et la Suisse, notamment pour les infirmiers, une étude est en projet.

**Le mot
de Cécile Courrèges**
Directrice générale
de l'ARS Auvergne-
Rhône-Alpes
France



En 2024, les interconnexions entre la France et la Suisse dans le secteur de la santé restent fortes. Les défis liés au personnel soignant demeurent un élément central de nos préoccupations. L'observatoire transfrontalier est un outil essentiel pour appréhender la complexité des enjeux et anticiper les défis à venir.

Si Genève ne pâtit pas d'une pénurie de personnel soignant mettant en danger ses prestations, la menace d'un déficit futur et les déséquilibres transfrontaliers persistent. Dans un environnement changeant rapidement, la vigilance est de mise.

Le marché du travail de la santé reste tendu, en raison de facteurs structurels comme le vieillissement de la population, l'évolution de l'attractivité des métiers du soin et les dynamiques de l'emploi.

Par conséquent, une approche concertée et une base d'informations fiables demeurent essentielles pour garantir la qualité et la continuité des soins à l'ensemble de la population du Grand Genève.

L'observatoire transfrontalier permet de documenter les déséquilibres et d'identifier les terrains d'action possibles. Il est impératif de poursuivre et d'approfondir ce travail. Agir de part et d'autre de la frontière pour assurer une relève à la hauteur des besoins de la population reste un impératif. En définitive, l'observatoire transfrontalier est un outil clé pour éclairer la prise de décisions et guider les futures actions dans ce domaine.

*Le mot
de Pierre Maudet
Conseiller d'État
Suisse*

Contexte et cadrage

L'observatoire transfrontalier des professionnels de santé

Le Grand Genève est une zone transfrontalière située entre la France et la Suisse, qui regroupe plus d'un million d'habitants. Il est composé, côté français par le Pôle métropolitain du Genevois français situé en région Auvergne-Rhône-Alpes dans les départements de l'Ain et de la Haute-Savoie et, côté suisse par le canton de Genève et le district de Nyon (canton de Vaud).

Les systèmes de santé français et suisse y sont étroitement interconnectés, avec des flux importants de patients et de professionnels de santé entre les deux pays.

L'observatoire s'inscrit dans le cadre des travaux de la Commission Santé du Comité régional franco-valdo-genevois. Fruit d'une réflexion partagée depuis une quinzaine d'années par les acteurs de santé des deux pays, l'Agence régionale de santé (ARS) Auvergne-Rhône-Alpes et la direction générale de la santé du département de la santé et des mobilités (DSM) du canton de Genève ont concrétisé le 18 décembre 2015, l'idée d'un observatoire transfrontalier des personnels de santé.

Cet observatoire recueille des indicateurs sur les personnels de santé, de part et d'autre de la frontière et sur l'attractivité de la Suisse sur les personnels formés en France. Ces données sont analysées collectivement.

L'objectif de cet observatoire est de suivre annuellement l'évolution des effectifs des professionnels de santé de ce grand territoire afin de mieux comprendre les besoins du système de santé et de la coopération transfrontalière.

Méthodologie

Le recueil des données porte sur la situation au 31 décembre 2023, dans les établissements de santé. Un focus est fait sur trois professions largement prédominantes et impactées par la transfrontalité : aides-soignants et infirmiers, également étudiés dans le rapport publié en 2024 et, pour la première fois, les sages-femmes.

Ultérieurement, l'étude pourra être approfondie sur le parcours des professionnels de santé. Elle pourra éventuellement inclure d'autres métiers de la santé confrontés à une pénurie, comme les médecins.

En France, les départements de l'Ain et de la Haute-Savoie seront étudiés et, en particulier, les zones les plus proches de la frontière suisse.

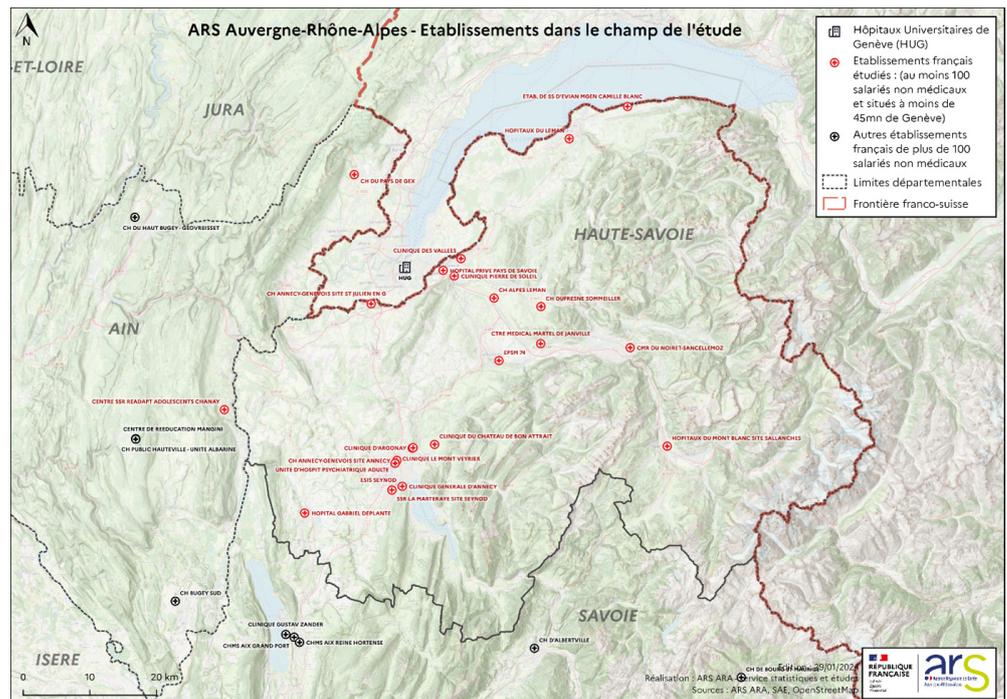
En Suisse, ce sont les établissements du canton de Genève, notamment les Hôpitaux Universitaires de Genève (HUG) qui sont pris en compte dans l'analyse.

Figure 1 : Carte des établissements de santé dans le champ de l'étude

Les sources de données disponibles

Pour la France
Drees, Statistique annuelle des établissements
Insee, Recensements de la population.

Pour la Suisse
Données HUG sur les infirmiers et infirmières et aides-soignants et soignants employés
Données OCS, enquête annuelle auprès des institutions de santé cantonales!



Cadrage

Pour la France :

Dans les départements de l'Ain et de la Haute-Savoie, résident 18 800 infirmiers, 11 600 aides-soignants, et 1 000 sages-femmes, d'après le Recensement de la population 2021 de l'Insee. Ces professionnels peuvent exercer dans des établissements sanitaires, en libéral, dans des établissements médico-sociaux, ou autre. Ils peuvent travailler en France, dans leur département de résidence ou dans un autre département et peuvent également travailler en Suisse. C'est le cas de 38% des infirmiers, 30% des sages-femmes, et 22% des aides-soignants. Dans certaines zones proches de la frontière comme dans la zone de soins de proximité (ZSP) de Saint-Julien-en-Genevois, ces parts sont particulièrement élevées : 79% des infirmiers, 73% des sages-femmes et 63% des aides-soignants travaillent en Suisse.

Ces ratios ont fortement augmenté entre 2015 et 2021 dans toutes les zones de soins de proximité (voir Figures 2 et 3).

Source :
Insee, Recensements
de la population 2015 et 2021

Figure 2 : Part des professionnels résidant en France qui travaillent en Suisse selon les territoires, en 2021 et 2015

	Professionnels	Nombre de résidents 2021	dont ceux qui travaillent en Suisse	Part de ceux qui travaillent en Suisse		
				2021	2015	
Zone de soins de proximité (ZSP)	Annecy	Infirmiers	4 172	1 569	38%	32%
		Aides-soignants	2 224	357	16%	13%
		Sages-femmes	219	36	17%	13%
	Annemasse	Infirmiers	3 584	2 198	61%	58%
		Aides-soignants	1 957	942	48%	41%
		Sages-femmes	111	51	46%	49%
	St-Julien-en-Genevois	Infirmiers	1 886	1 490	79%	74%
		Aides-soignants	1 067	672	63%	52%
		Sages-femmes	165	120	73%	40%
	Thonon-Les-Bains	Infirmiers	2 660	1 581	59%	58%
		Aides-soignants	1 550	469	30%	29%
		Sages-femmes	154	65	40%	40%
Mont-Blanc	Infirmiers	1 057	254	24%	19%	
	Aides-soignants	635	52	8%	6%	
	Sages-femmes	84	S	S	S	
Départements	Ain	Infirmiers	6 663	936	14%	12%
		Aides-soignants	4 883	448	9%	6%
		Sages-femmes	331	83	25%	S
	Haute-Savoie	Infirmiers	12 156	6 185	51%	46%
		Aides-soignants	6 705	2 067	31%	27%
		Sages-femmes	616	205	33%	30%
Ensemble	Infirmiers	18 818	7 121	38%	34%	
	Aides-soignants	11 588	2 515	22%	17%	
	Sages-femmes	947	288	30%	S	
	Ensemble	31 353	9 924	32%		

S = secret statistique

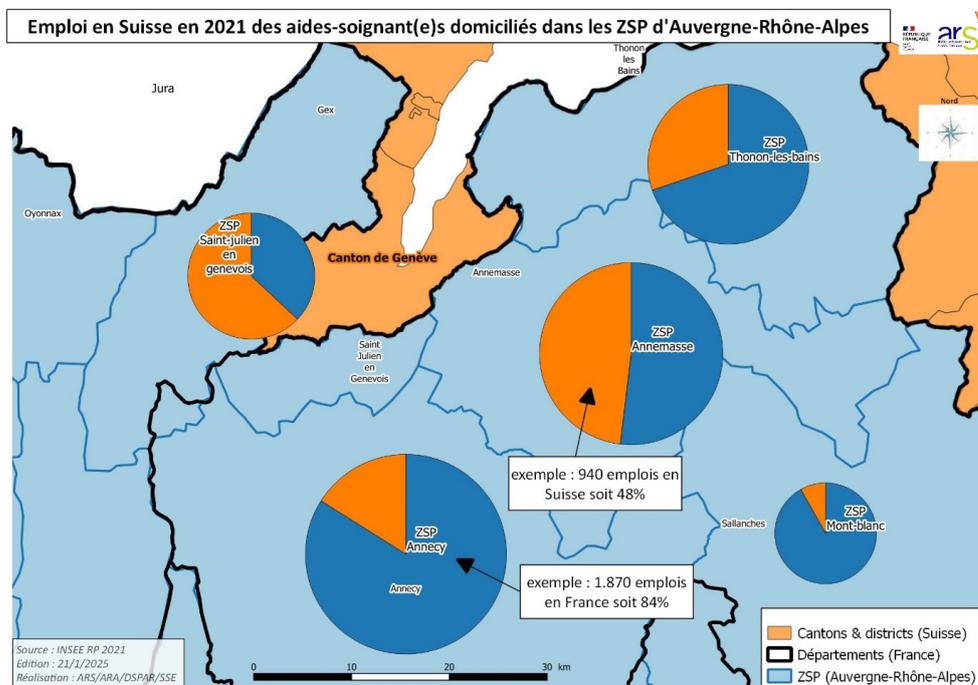
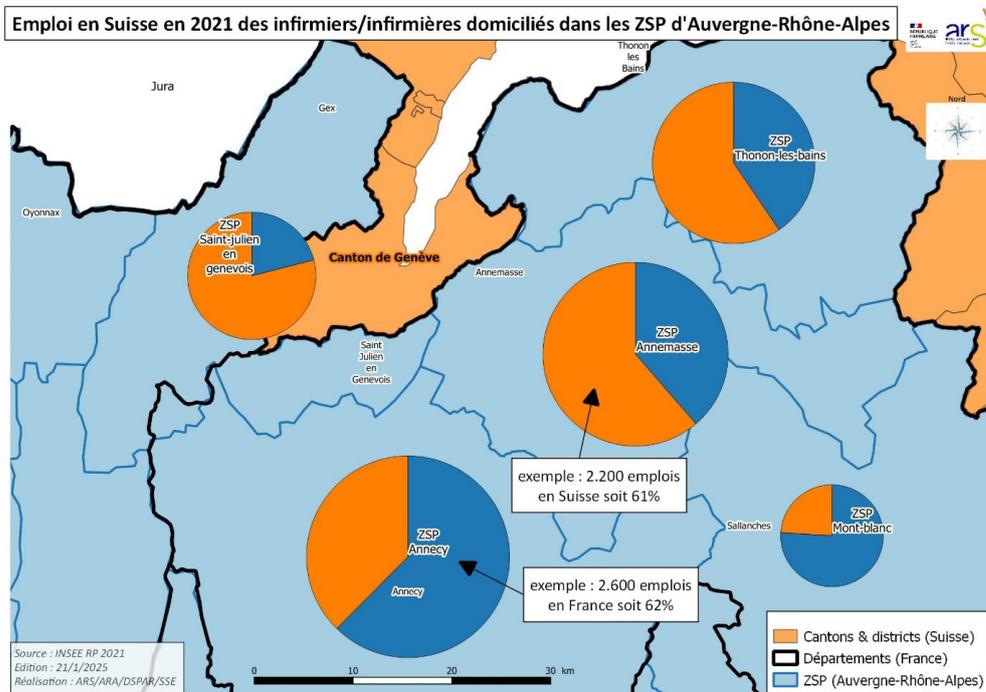
Source :
Insee, Recensement de la population 2021

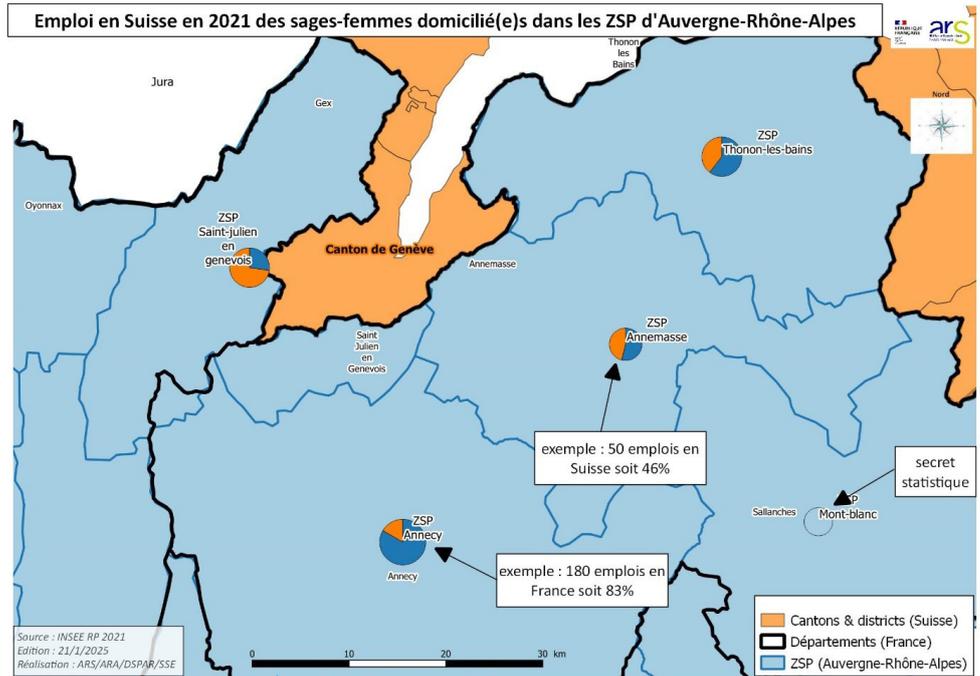
Figure 3 : Part des infirmiers, aides-soignants et sages-femmes qui travaillent en Suisse selon les zones de soins de proximité de résidence

Lecture :

Dans les diagrammes, le bleu représente la part des personnels résidant dans la ZSP qui travaillent en France, et le orange celle des personnels qui travaillent en Suisse. Par exemple, dans la ZSP d'Annecy, 84% des aides-soignants qui résident dans la ZSP travaillent en France.

Le secret statistique s'applique aux résultats statistiques, si ceux-ci permettent de ré-identifier les données confidentielles à partir desquelles ils ont été produits. Les résultats concernant les sages-femmes de la ZSP Mont-Blanc ne peuvent ainsi pas être diffusés.





Pour la Suisse :

Sont pris en compte ici les professionnelles et professionnels de la santé employés par les institutions de soins cantonales. La distinction réalisée pour les résidents des départements de l'Ain et de la Haute-Savoie n'est disponible que pour les données des HUG.

Figure 4 : Répartition des professionnels exerçant dans le Canton de Genève selon l'origine de leur diplôme

Source :
Office cantonal de la santé, Genève,
enquête annuelle 2023

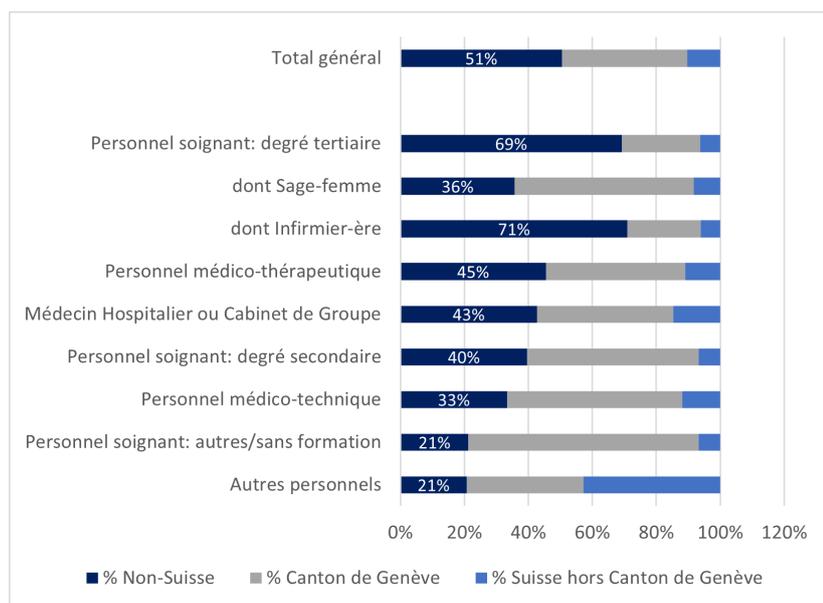
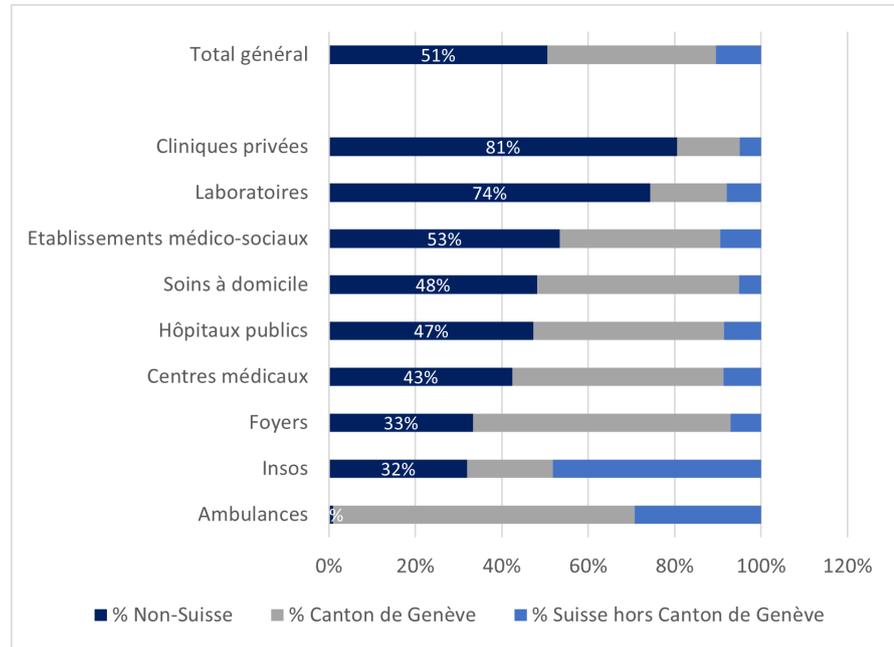


Figure 5 : Répartition des professionnels exerçant dans le Canton de Genève selon l'origine de leur diplôme et le type d'institution

Source :
Office cantonal de la santé, Genève,
enquête annuelle 2023



L'analyse de cette répartition révèle que 51% des professionnels de la santé exerçant leur activité dans une institution genevoise ont obtenu leur diplôme en dehors de la Suisse, 10% en dehors du canton de Genève mais en Suisse, et 41% dans le canton.

La démographie des personnels infirmiers, aides-soignants et sages-femmes

Les personnels infirmiers des établissements sanitaires

5 490
infirmiers
travaillent dans les
établissements sanitaires
de l'Ain
et de la Haute-Savoie

Côté français, au 31 décembre 2023, les établissements sanitaires de l'Ain et de la Haute-Savoie emploient **5 490 infirmiers**. Ces effectifs s'élèvent à 2 010 dans l'Ain et 3 480 en Haute-Savoie.

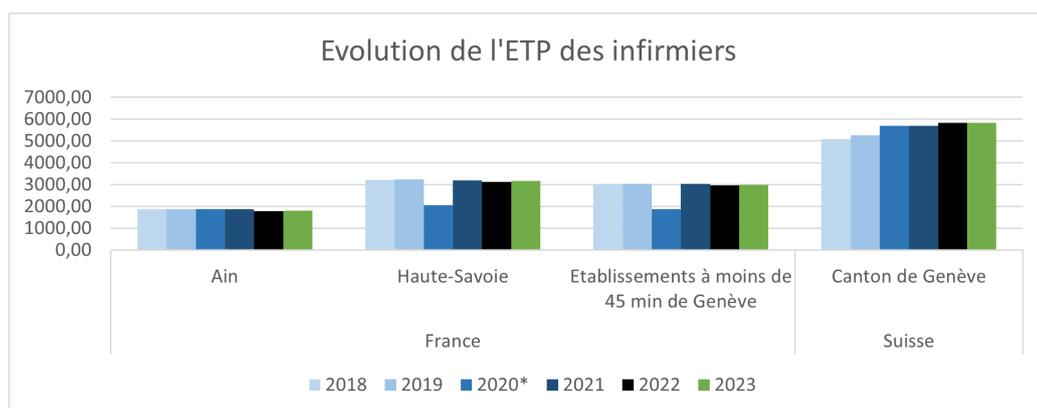
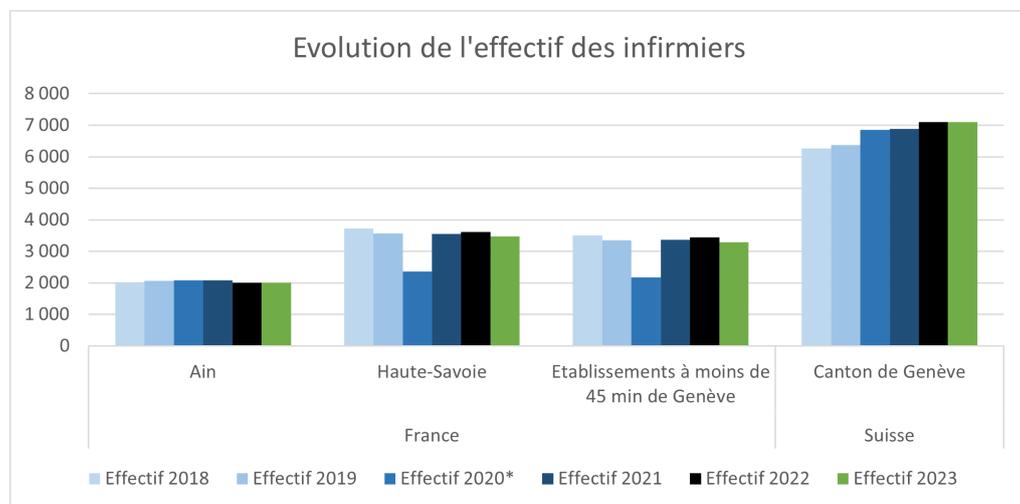
En prenant en compte le temps partiel des infirmiers, on dénombre 4 980 ETP (équivalents temps pleins) d'infirmiers dans l'Ain et la Haute-Savoie : 1 810 dans l'Ain, 3 170 en Haute-Savoie.

7 094
dans le Canton
de Genève

Les effectifs d'infirmiers sont stables en 2023 par rapport à l'année précédente, dans l'Ain comme en Haute-Savoie, et en baisse par rapport à 2021 (-3 %). Les constats sont similaires sur l'évolution des ETP, stables depuis 2022 après une baisse entre 2021 et 2022.

Figure 6 : Effectifs et ETP infirmiers salariés dans les établissements sanitaires en France et en Suisse de 2018 à 2023

Sources :
Drees, Statistique annuelle
des établissements 2018 à 2023,
Office cantonal de la santé, Genève,
enquête annuelle 2018 à 2023



*4 structures de la Haute-Savoie n'ont pas répondu à la SAE 2020 à cause de la crise sanitaire parmi eux les deux sites du centre hospitalier d'Annecy Genevois.

Côté Suisse, concernant les infirmières et infirmiers, les effectifs sont également stables dans les institutions de santé. À fin 2023, 7 094 (5 844 ETP) infirmières ou infirmiers travaillaient dans les établissements genevois.

Aux Hôpitaux Universitaires de Genève, en 2022, 50% des infirmières et infirmiers étaient domiciliés en Haute-Savoie, 3% dans l'Ain et 48% en Suisse. En 2023, les infirmières et infirmiers domiciliés dans ces deux régions ont diminué, respectivement 49% en Haute-Savoie et 3% dans l'Ain.

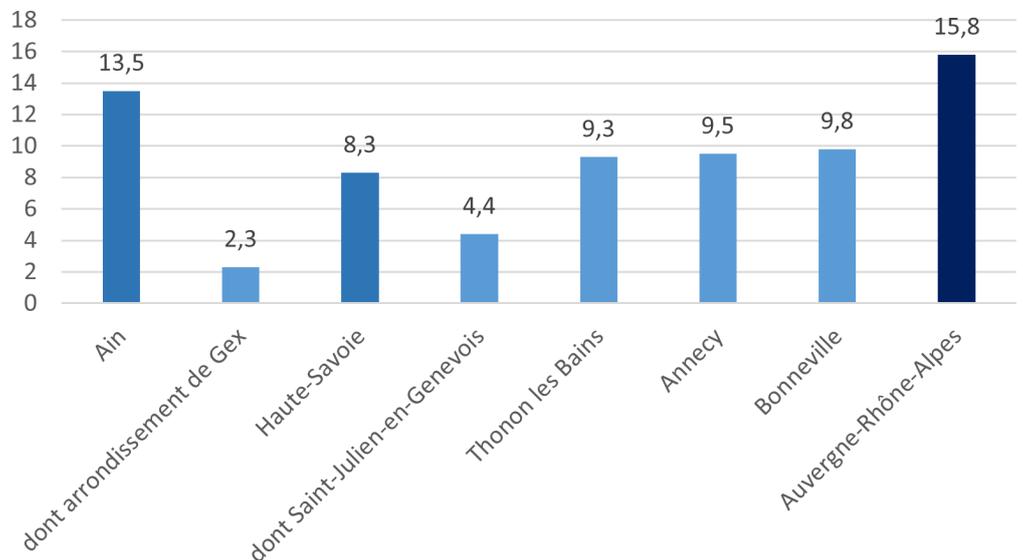
Les personnels infirmiers des soins de ville

En France, au regard de la densité des infirmiers libéraux dans les territoires, les zones frontalières apparaissent parmi les territoires faiblement dotés. L'Ain affiche une densité de 13,5 infirmiers libéraux pour 10 000 habitants, et la Haute-Savoie 8,3, bien en-deçà de la densité régionale de 15,8. **Les territoires frontaliers sont particulièrement concernés par le manque d’infirmiers libéraux**, avec des densités de 2,3 pour 10 000 habitants dans le Pays de Gex par exemple et 4,4 dans l’arrondissement de Saint-Julien-en-Genevois.

Si on regarde l'évolution des densités depuis 10 ans, l'écart entre la densité régionale et les densités des départements et arrondissements frontaliers augmente.

Figure 7 : Densité des infirmiers libéraux pour 10 000 habitants par département et arrondissement en 2023

Source :
C@rtoSanté, FNPS,
Insee

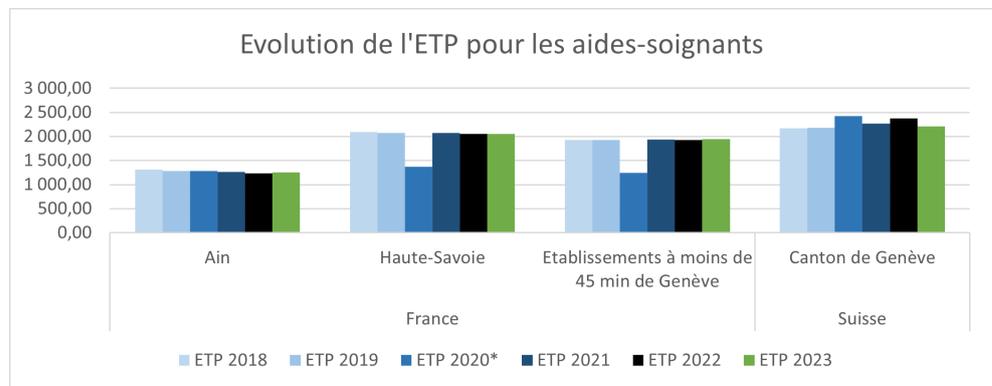
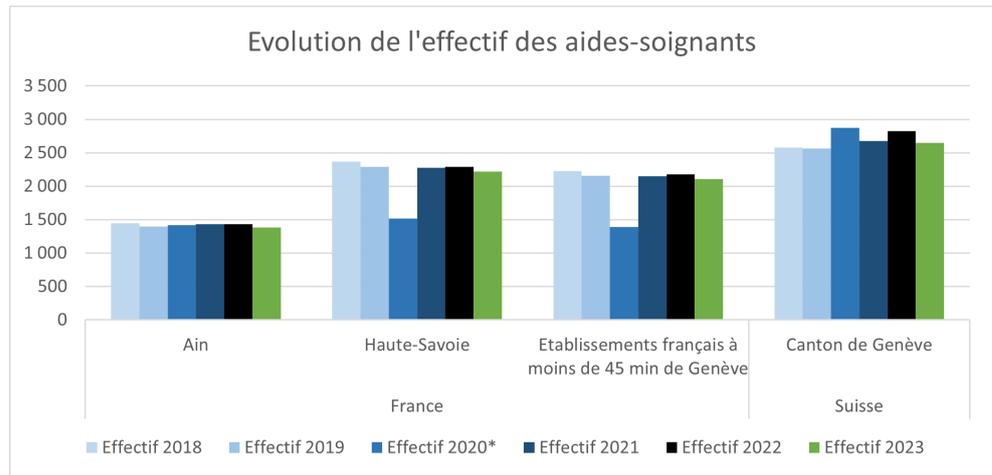


Les personnels aides-soignants

Côté français, au 31 décembre 2023, 3 600 aides-soignants travaillent dans les établissements sanitaires de l'Ain et la Haute-Savoie, ce qui représente 3 310 ETP.

Figure 8 : Effectifs et ETP aides-soignants salariés dans les établissements sanitaires en France et en Suisse de 2018 à 2023

Source :
Drees, Statistique annuelle des établissements 2018 à 2023 ; Office cantonal de la santé, Genève, enquête annuelle 2018 à 2023



*4 structures de la Haute-Savoie n'ont pas répondu à la SAE 2020 à cause de la crise sanitaire parmi eux les deux sites du centre hospitalier d'Annecy Genevois.

3 600
aides-soignants travaillent dans les établissements sanitaires de l'Ain et de la Haute-Savoie

2 646
dans le Canton de Genève

Côté Genève, tant les effectifs que les ETP des AS ont diminué durant la période considérée. Ils sont passés de 2 824 (2 375 ETP) à 2 646 (2 207) personnes employées. Pour rappel, en Suisse, le titre d'aide-soignante et soignant (AS) n'est plus délivré, mais la profession existe toujours. Le diplôme d'AS a été remplacé par l'attestation fédérale de formation professionnelle d'Aide en soins et accompagnement (ASA). Ainsi ces deux professions sont considérées dans un seul et même groupe dénommé AS dans la présente étude.

Les hôpitaux publics représentent 37% des emplois occupés par les aides-soignants.

En 2023, aux Hôpitaux Universitaires de Genève, 33% des AS sont domiciliés en Haute-Savoie, 3% dans l'Ain et 65% en Suisse.

340

sages-femmes travaillent dans les établissements sanitaires de l'Ain et de la Haute-Savoie

Les personnels sages-femmes

Côté français, au 31 décembre 2023, 340 sages-femmes travaillent dans les établissements sanitaires de l'Ain et la Haute-Savoie, ce qui représente 290 ETP. Les effectifs sont stables sur les dernières années observées.

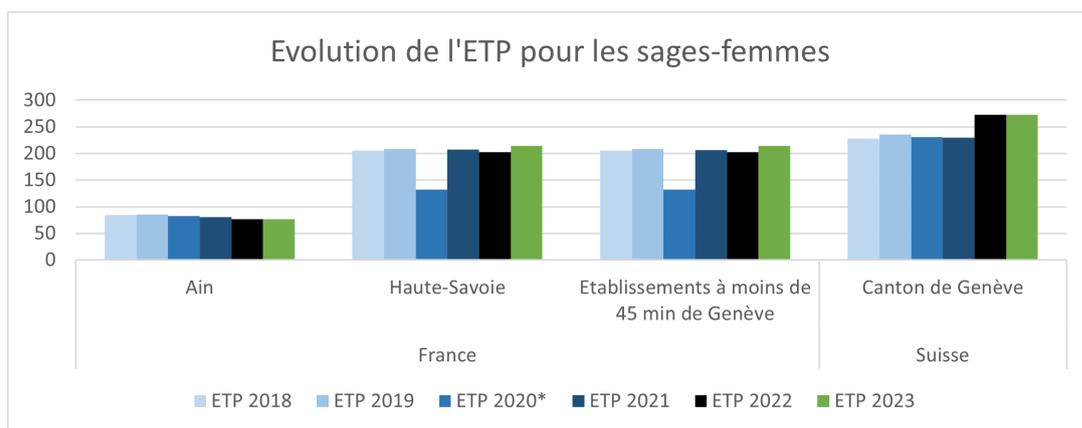
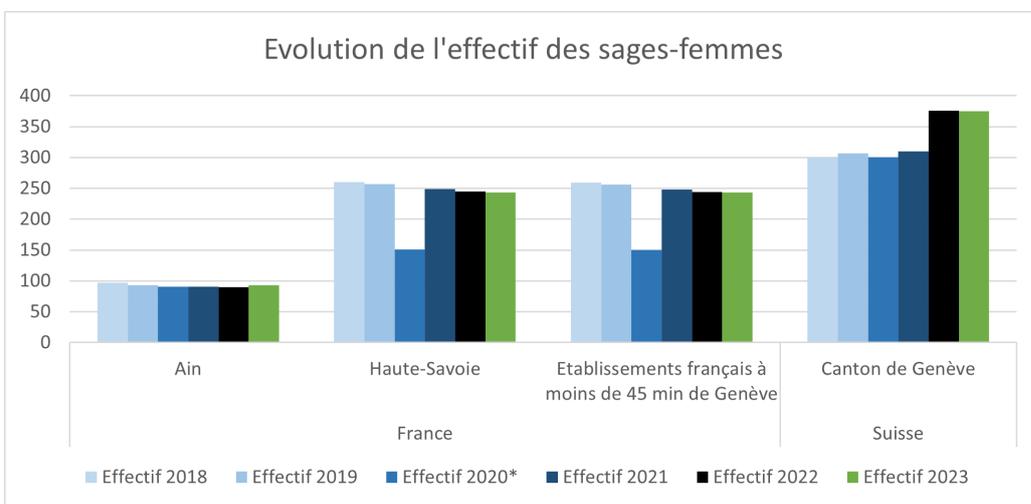
375

dans le Canton de Genève

Côté Genève, les effectifs de sages-femmes sont également stables en 2023 par rapport à 2022, avec 375 sages-femmes, qui représentent 273 ETP.

Figure 9 : Effectifs et ETP sages-femmes salariés dans les établissements sanitaires en France et en Suisse de 2018 à 2023

Source :
Drees, Statistique annuelle des établissements 2018 à 2023 ;
Office cantonal de la santé, Genève, enquête annuelle 2018 à 2023



*4 structures de la Haute-Savoie n'ont pas répondu à la SAE 2020 à cause de la crise sanitaire parmi eux les deux sites du centre hospitalier d'Annecy Genevois.

La gestion des ressources humaines

Pour rappel, l'attractivité de la Suisse pour les professionnels de santé français est forte :

- les salaires suisses sont en moyenne plus élevés¹ ;
- les titulaires de la fonction publique hospitalière en France peuvent se mettre en disponibilité, sans perdre leur statut, pour partir travailler en Suisse et être même titularisés à Genève dans un autre établissement public.

Formation et politique de recrutement

**La formation et l'accueil de stagiaires :
un vivier de recrutement essentiel pour les établissements**

La formation

En Haute-Savoie, trois établissements ont un Institut de formation en soins infirmiers (IFSI) et un institut de formation d'aides-soignants (IFAS) rattachés : le centre hospitalier Annecy Genevois, le centre hospitalier Alpes-Léman (Ambilly), les Hôpitaux du Léman (Thonon). Les hôpitaux du Pays du Mont-Blanc à Sallanches et le centre hospitalier G. Deplante (Rumilly) ont un institut de formation en aides-soignants (IFAS). De plus trois, structures non hospitalières complètent l'offre de formation : la maison familiale rurale à Annecy-le-vieux, le lycée professionnel des 3 vallées à Thonon et la fondation Alia.

Dans l'Ain, trois IFSI sont présents : l'IFSI du centre hospitalier Fleyriat à Bourg-en-Bresse, celui du centre psychothérapique de l'Ain également à Bourg-en-Bresse, et l'IFSI du Bugey à Hauteville-Lompnès. L'Ain dispose de 5 IFAS (centre hospitalier Fleyriat à Bourg-en-Bresse, lycée des métiers Marcelle Pardé à Bourg-en-Bresse, centre hospitalier public à Hauteville-Lompnes et centre hospitalier du Haut-Bugey à Oyonnax, IFAS Saint-So formation à Saint-Sorlin en Bugey).

Un site de formation maïeutique rattachée à l'UFR Médecine Maïeutique Lyon Sud Charles Mérieux de l'Université Claude Bernard Lyon I se situe à Bourg-en-Bresse.

Ces établissements offrent annuellement 555 places de formation d'infirmiers (244 dans l'Ain, et 311 en Haute-Savoie), 518 places de formation d'aides-soignants (176 dans l'Ain et 342 en Haute-Savoie) et 22 places de sages-femmes. Il est à noter que 100% des places sont pourvues pour les formations infirmière et sage-femme, alors que 72% des places sont pourvues pour la formation aide-soignante.

En 2023, dans l'Ain et en Haute-Savoie, 409 étudiants ont été diplômés infirmiers, 418 diplômés aides-soignants, et 17 diplômés sage-femmes (voir Figure 10).

¹Publication : [Le personnel soignant dans le territoire franco-valdo-genevois - 2022](#)

Figure 10 : Diplômés aides-soignants, infirmiers et sages-femmes entre 2021 et 2023, dans l'Ain et la Haute-Savoie

Source :
Drees, enquêtes écoles
2021 à 2023

		Diplômés en 2021	Diplômés en 2022	Diplômés en 2023
Aides-soignants	Ain	141	125	119
	Haute-Savoie	293	306	299
	Ensemble	434	431	418
Infirmiers	Ain	201	187	173
	Haute-Savoie	246	267	236
	Ensemble	447	454	409
Sages-femmes	Ain	20	18	17
	Haute-Savoie	0	0	0
	Ensemble	20	18	17

L'offre de formation pour les élèves aides-soignants est complétée par des places destinées à l'**apprentissage** (plus de 19 places pour l'Ain et plus de 25 places pour la Haute-Savoie). Néanmoins le nombre d'élèves accueilli ne compense pas le manque d'élèves de la formation initiale. Les employeurs sont frileux du fait de certaines mauvaises expériences antérieures avec leur apprenti et de la baisse des subventions de l'Etat. De leur côté, les apprentis aides-soignants déclarent régulièrement que l'encadrement n'est pas forcément adapté quand il est assuré par des professionnels non diplômés (ASH ou agent de service) et souvent en sous effectifs, les employeurs étant très souvent des EHPAD.

Du côté genevois, le nombre d'étudiantes et étudiants dans la filière infirmière a diminué. Les admissions en 1^{ère} année ont été stables par rapport à l'année précédente et s'élève à 204. Le nombre de diplôme délivré a aussi diminué.

Il faut rappeler ici qu'à la Haute école de santé qui délivre les titres d'infirmières et d'infirmiers, tant le nombre d'élèves, les admissions en 1^{ère} année que le nombre de titres délivrés a augmenté jusqu'en 2021. La tendance s'est inversée depuis 2022. Retardée d'un an par rapport au planning annoncé, le canton, avec l'ensemble des partenaires concernés, lancera en 2025 une vaste campagne de promotion du métier d'infirmière et d'infirmier afin d'augmenter le nombre de candidates et candidats intéressés par cette profession.

Figure 11 : Étudiantes et étudiants, admissions et diplômes à la Haute école de santé

Source :
Office cantonal de la
santé, Genève

Année	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024
Etudiantes et étudiants	1 255	1 289	1 324	1 352	1 422	1 434
<i>dont filière infirmière</i>	471	507	511	541	527	510
<i>dont filière sage-femme</i>	100	97	99	96	101	103
Admissions 1 ^{re} année	708	705	730	741	811	825
<i>dont filière infirmière</i>	179	185	184	208	203	204
<i>dont filière sage-femme</i>	33	32	32	36	36	31
Nombre diplômes infirmière	117	115	130	135	133	114
Nombre diplômes sage-femme	23	24	27	30	19	39

La formation Bachelor de sage-femme se déroule aussi à la Haute école de santé de Genève (HEdS) sur 3 ans (6 semestres au minimum, 12 au maximum), à plein temps exclusivement. La formation théorique à l'École alterne avec la formation pratique sur les lieux de stage. Sur trois ans d'études, la formation théorique comprend 83 semaines, et la formation pratique 52 semaines.

Les chiffres, tant le nombre d'étudiantes et d'étudiants que le nombre de diplômes délivrés, sont restés relativement stables depuis 2018. Au niveau des diplômes, la baisse observée en 2022-2023 a été compensée en 2023-2024.

Les stagiaires

Les stages constituent un autre moyen d'attirer les futurs jeunes diplômés.

En France, les étudiants infirmiers doivent valider 6 stages pendant leur cursus de formation (soit 60 semaines), les élèves aides-soignants 4 stages (soit 22 semaines) et les étudiants sage-femmes de 48 à 68 semaines.

S'il n'y a pas de déficit de places de stage pour les élèves aides-soignants et les étudiants sages-femmes, les instituts de formation rencontrent des difficultés pour trouver des places de stage pour les étudiants infirmiers, notamment pour ceux qui sont en première année (les plus nombreux et les plus novices).

Dans le canton de Genève, la formation Bachelor d'infirmière et infirmier se déroule sur 3 ans (6 semestres au minimum, 12 au maximum), à plein temps, dont 40 semaines de formation pratique ou sur 4 ou 5 ans (de 8 à 10 semestres minimum et 12 au maximum), à temps partiel, dont 40 semaines de formation pratique. La formation Bachelor en Soins infirmiers à temps partiel est, à présent, proposée. Elle permet à l'étudiante ou à l'étudiant une répartition des temps d'apprentissage sur une durée plus étendue.

Synthèse

En résumé, l'observatoire transfrontalier des professionnels de santé dresse ici une nouvelle édition du portrait transfrontalier des professionnels de santé, en mettant le focus sur les infirmiers, les aides-soignants, et pour la première fois sur les sages-femmes. L'étude montre qu'une part importante des professionnels de santé résidant dans les départements de l'Ain et de la Haute-Savoie travaillent en Suisse, avec des ratios particulièrement élevés dans les zones les plus proches de la frontière suisse. Ces ratios sont en augmentation : en dix ans, l'emploi frontalier du personnel soignant a augmenté, plus vite même que pour l'emploi tout secteur confondu. Finalement, malgré un nombre important de professionnels résidents, les départements de l'Ain et de la Haute-Savoie apparaissent parmi les départements faiblement dotés par rapport à leur population.

L'étude permet également de recenser sur le territoire franco-genevois fin 2023 un marché de l'emploi de près de 13 000 infirmiers, plus de 6 000 aides-soignants et plus de 700 sages-femmes en activité dans les établissements sanitaires. Les effectifs sont stables en France comme en Suisse par rapport à l'année 2022.

L'observatoire poursuit ses travaux vers des données de plus en plus exhaustives. Ses travaux sont amenés à se poursuivre, et à s'étendre à d'autres professions. L'élargissement du champ d'observation au canton de Vaud représente également une perspective intéressante à envisager. L'analyse des parcours professionnels apparaît essentielle dans la compréhension des enjeux et des dynamiques transfrontalières.